Burundi : au moins 100 personnes arrêtées dans des rafles quasi-quotidiennes

@rib News, 13/05/2016 â€“ Source AFP Une centaine de personnes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es vendredi dans le quartier contestataire de Musaga, dans le sud de la capitale du Burundi, pays en crise oÃ¹ les forces de sÃ©curitÃ© ont multipliÃ© les rafles ces derniÃ¨res semaines, selon des tÃ©moins et des membres de l'administration. Le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa, a justifiÃ© ces opÃ©rations par la nÃ©cessitÃ© de "contrÃ´ler et de parvenir Ã maÃ®triser les mouvements de la population".

Des dizaines de policiers et de soldats ont arrÃªtÃ© les hommes et jeunes gens qui allaient au travail ou Ã l'Ã©cole trÃ¨s tÃ´t vendredi, alors que d'autres forces de sÃ©curitÃ© sont rentrÃ©s dans les maisons et ont arrÃªtÃ© ceux qui se trouvaient Ã l'intÃ©rieur, selon plusieurs tÃ©moins. "Ils ont pris tous les hommes, les jeunes gens et mÃªme des Ã©lÃ¨ves en uniforme qui allaient Ã l'Ã©cole", a racontÃ© une femme, dont le mari et les deux fils ont Ã©tÃ© emmenÃ©s. Elle a dÃ©noncÃ© la "brutalit forces de l'ordre pendant l'arrestation : "Ils rudoient tout le monde, vous insultent lorsque vous ouvrez la bouche, donnent des gifles. Nous vivons dans la terreur de voir les nÃ´tres partir et ne plus revenir car ces arrestations massives ont lieu presque tous les jours", a-t-elle ajoutÃ©, requÃ©rant l'anonymat pour prÃ©server sa sÃ©curitÃ©. Dans une opÃ©ratio similaire, vendredi matin Ã©galement, des dizaines d'hommes et de jeunes gens ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s dans la commune de Mugamba, dans la province de Bururi (sud), une des zones les plus troublÃ©es du pays, selon des tÃ©moins. Mercredi dÃ©jÃ , soldats et policiers ont arrÃªtÃ© plus de 100 personnes Ã Bujumbura. La majoritÃ© a Ã©tÃ© relÃ¢chÃ©e trÃ¨s rapide mais quatre d'entre elles, selon la police, une dizaine, selon des tÃ©moins, ont Ã©tÃ© retenues et sont aujourd'hui incarcÃ©rÃ©es. Le Burundi a plongÃ© dans une grave crise Ã©maillÃ©e de violences lorsque le prÃ©sident Pierre Nkurunziz annonÃ© sa candidature en avril 2015 pour un troisiÃ¨me mandat. RÃ©Ã©lu en juillet, il est accusÃ© par l'opposition, la sociÃ©tÃ© civile et une partie de son propre camp d'avoir ainsi violÃ© la Constitution et l'accord d'Arusha qui mit fin Ã la guerre civile entre 1993 et 2006 (300.000 morts). Les violences ont dÃ©jÃ fait plus de 500 morts et poussÃ© plus de 270.000 personnes Ã quitter le pays.